

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 02/12/2022 de l'établissement STB MATERIAUX implanté La Sablière 59127 Malincourt, les constats établis et explicités dans la partie "contexte et constats" du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Considérant que l'exploitant n'a pas déféré dans le temps imparti à la mise en demeure dont il a fait l'objet, conformément à l'article L. 171-8-II-4° du code de l'environnement, il est proposé une **astreinte journalière** d'un montant de 1500 € pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- nom : Remise en état- - Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 07/06/2021 article : 1

Les déchets excédentaires sont répartis de manière homogène afin de former un plateau d'une hauteur moyenne de 7 m par rapport au terrain naturel. Le volume de déchets excédentaires calculé cartographiquement est de 83 038,31 m³.

Le coût moyen d'évacuation et élimination des déchets inertes est de 13€/m³ en filière dûment autorisée, le montant total de l'évacuation s'élève donc à 1 079 498,02 €.

La mise en demeure prévoit un délai de 6 mois soit 182,5 jours arrondi à 183 jours calendaires.

Le coût journalier sur 6 mois pour permettre l'évacuation est de **5 915,06 € /j pour 455,00 m³/j**, ce qui est supérieur au cout journalier maximal applicable au titre de l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Il convient donc de faire application des sanctions administratives prévues par l'article L.171-8 du code de l'environnement. Cet article prévoit au point 4° que l'autorité administrative peut ordonner le paiement d'une astreinte journalière au plus égale à 1500 € applicable à partir de la notification de la décision la fixant et jusqu'à satisfaction de la mise en demeure.

Le montant de l'astreinte doit être proportionnée à la gravité des manquements constatés et tenir compte notamment de l'importance du trouble causé à l'environnement. Le montant de l'astreinte est établi pour le coût estimé des opérations d'évacuation et des d'éliminations des déchets dans des filières dûment autorisées soit atteint dans le même délai que celui consenti par l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 7 juin 2021, en l'occurrence 6 mois.

Au vu de ces constats, il est proposé à M le Préfet du Nord d'ordonner le paiement d'une astreinte journalière de 1 500 € applicable à partir de la notification de la décision la fixant et jusqu'à satisfaction de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 7 juin 2021.

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 VALENCIENNES

Lille, le (voir date de signature)

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/12/2022

Contexte et constats

Publié sur



STB MATERIAUX

ZA parc A 14 rue d'Epinoy Templemars
CS 60120
59637 Wattignies cedex
59175 Templemars

Références : 2022.V3.0342
Code AIOT : 0007003170

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/12/2022 dans l'établissement STB MATERIAUX implanté La Sablière 59127 Malincourt. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection se fait dans le cadre du récolement de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 7 juin 2021.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STB MATERIAUX
- La Sablière 59127 Malincourt
- Code AIOT : 0007003170
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est une carrière de sable et craie sur le territoire de la commune de Malincourt, d'une surface de 8,5 ha (surface d'extraction de 6,4 ha), d'une capacité de 200 000 t/an, autorisée pendant 25 ans dont 10 ans de remise en état par remblayage avec des matériaux inertes extérieurs.

La remise en état a pour objet de remblayer l'excavation et de reconstituer un sol cultivable.

Une plainte est en cours, déposée le 25/11/2020 en préfecture du Nord, par un riverain, propriétaire d'une des parcelles. Il met en cause les hauteurs de merlons en périphérie sur la partie Crèvecœur en apparence plus élevées que prévues.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Récolement de l'arrêté de Mise en Demeure du 7 juin 2021

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Remise en état	AP de Mise en Demeure du 07/06/2021, article 1	Mise en Demeure	Astreinte	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'a pas évacué les déchets, il ne s'est pas conformé aux prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 07 juin 2021.

L'inspection constate que l'action de l'exploitant consiste à maintenir les volumes excédentaires de déchets et à les modeler de façon à les péréniser, ce qui démontre son choix délibéré de ne pas se conformer à la prescription pour laquelle il fait l'objet d'un rappel à la loi.

Le volume de déchets excédentaires calculé cartographiquement est de 83 038,31 m³.

Le coût moyen d'évacuation et d'élimination des déchets inertes est de 13€/m³ en filière dûment autorisée, le montant total de l'évacuation s'élève donc à 1 079 498,02 €.

La mise en demeure prévoit un délai de 6 mois soit 182, 5 jours arrondi à 183 jours calendaires.

Le coût journalier sur 6 mois pour permettre l'évacuation est de **5 915,06 € /j pour 455,00 m3/jce** qui est supérieur au coût journalier maximal applicable au titre de l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Il convient de faire application des sanctions administratives prévues par l'article L.171-8 du code de l'environnement. Cet article prévoit au point 4° que l'autorité administrative peut ordonner le paiement d'une astreinte journalière au plus égale à 1500 € applicable à partir de la notification de la décision la fixant et jusqu'à satisfaction de la mise en demeure.

Le montant de l'astreinte doit être proportionnée à la gravité des manquements constatés et tenir compte notamment de l'importance du trouble causé à l'environnement. Le montant de l'astreinte est établi pour le coût estimé des opérations d'évacuation et des d'éliminations des déchets dans des filières dûment autorisées soit atteint dans le même délai que celui consenti par l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 7 juin 2021, en l'occurrence 6 mois.

Au vu de ces constats, il est proposé à M le Préfet du Nord d'ordonner le paiement d'une astreinte journalière de 1 500 € applicable à partir de la notification de la décision la fixant et jusqu'à satisfaction de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 7 juin 2021.

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 07/06/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Dechets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société STB Matériaux exploitant une carrière de sable sise au lieu-dit la Sablière sur la commune de Malincourt est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 1.7 §1 et 2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11/05/2004 en évacuant les déchets présents sur site et présentant des hauteurs supérieures au niveau du terrain naturel dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.</p> <p>Les déchets doivent être évacués dans une filière dûment autorisée. Les justificatifs d'enlèvement sont transmis à l'inspection dès réalisation.</p> <p>Constats : Les déchets inertes excédentaires n'ont pas été évacués du site. L'exploitant a procédé au réglage des terrains afin de former un plateau à plusieurs mètres de hauteur par rapport au terrain naturel (<i>photographies en annexes 2</i>).</p> <p>L'inspection a donc procédé à une vérification cartographique afin de quantifier le volume excédentaire de déchets sur la base du modèle numérique de terrain de septembre 2021 établi par les services de la DDTM 59 (RGEALTI_2-0_1M_ASC_LAMB93-IGN69_D059_2021-09-20). La carrière STB matériaux de Malincourt se trouve sur la dalle 0722_06995 et 0721_06995.</p> <p>Ce modèle numérique de terrain a un maillage de 1 m. (<i>Carte en annexe 1</i>)</p> <p>L'analyse cartographique est corroborée par les informations de l'exploitant.</p> <p>Ainsi l'excédent de déchets correspond à une pyramide tronquée présentant les caractéristiques géométriques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Grande base (B) = 17 231,82 m² - Petite base (b) ou surface du plateau = 7 209,81 m² - hauteur moyenne = 7 m $V = h \frac{B + b + \sqrt{Bb}}{3} = 7 \frac{17231,82 + 7209,81 + \sqrt{(17231,82 * 7209,81)}}{3} = 83038,31 \text{ m}^3$ <p>Le coût moyen d'évacuation et élimination des déchets inertes est de 13€/m³ en filière dûment autorisée, le montant total de l'évacuation s'élève donc à 1 079 498,02 €.</p> <p>La mise en demeure prévoit un délai de 6 mois soit 182,5 jours arrondi à 183 jours calendaires.</p> <p>Le coût journalier sur 6 mois pour permettre l'évacuation est donc de 5 915,06 € /j pour un volume de 455,00 m³/j.</p> <p>L'évacuation de 455 m³/j représente un trafic routier journalier minimal de 35 camions pendant 6 mois.</p> <p>La présence persistante de déchets sur le site est de nature à nuire aux intérêt mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. L'exploitant démontre sur les autres carrières dont il a l'exploitation les mêmes manquements concernant la gestion des volumes entrants par rapport des volumes sortant de ces installations (carrière STB Matériaux à Loffre).</p> <p>L'action de l'exploitant consistant à maintenir les volumes excédentaires de déchets et à les modeler des façons à les péréniser démontre son choix délibéré de ne pas se conformer à la prescription pour lequel il fait l'objet d'un rappel à la loi.</p> <p>Il apparaît nécessaire que de nouvelles mesures coercitives soient imposées à la société STB Matériaux suite au non-respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 7 juin 2021.</p>

Il convient de faire application des sanctions administratives prévues par l'article L.171-8 du code de l'environnement. Cet article prévoit au point 4° que l'autorité administrative peut ordonner le paiement d'une astreinte journalière au plus égale à 1500 € applicable à partir de la notification de la décision la fixant et jusqu'à satisfaction de la mise en demeure.

Le montant de l'astreinte doit être proportionnée à la gravité des manquements constatés et tenir compte notamment de l'importance du trouble causé à l'environnement. Le montant de l'astreinte est établi pour le coût estimé des opérations d'évacuation et d'éliminations des déchets dans des filières dûment autorisées soit atteint dans le même délai que celui consenti par l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 7 juin 2021, en l'occurrence 6 mois.

Au vu de ces constats, il est proposé à M le Préfet du Nord d'ordonner le paiement d'une astreinte journalière de 1 500 € applicable à partir de la notification de la décision la fixant et jusqu'à satisfaction de l'arrêté préfectoral de mis en demeure du 7 juin 2021.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte

Proposition de délais : 6 mois